

Bolivie : les médias occidentaux cherchent à présenter Áñez comme une victime

Image not found or type unknown



La Paz, 3 mai (RHC) Les médias occidentaux tentent de dépeindre l'ex-présidente de facto de la Bolivie comme une victime, malgré les accusations sérieuses portées contre elle, affirme un expert.

Le Président du Sénat de Bolivie, Andrónico Rodríguez, a fait savoir que la plainte contre Jeanine Áñez pour avoir commis sept délits au moment où elle a pris la présidence du Sénat a été déposée auprès du ministère public, de l'Assemblée législative plurinationale et de la présidence de l'État, dans les conflits qui ont éclaté en Bolivie en 2019 et qui ont abouti à la démission et au départ d'Evo Morales du pays pour sauvegarder la paix.

Dans une interview accordée à la chaîne HispanTV, l'analyste Fernando Casado a indiqué qu'à ces délits il faut ajouter les accusations très graves qui ont trait aux délits de sédition et de terrorisme. À cet égard, il a affirmé qu'elle serait privée de sa liberté pendant une longue période, tout en mettant en garde contre les actions des médias occidentaux pour déformer les réalités.

"Les médias occidentaux essaient de la dépeindre comme une victime de l'actuel gouvernement de Luis Arce pour l'user, mais les accusations portées contre elle sont si fortes qu'il n'y aura aucun moyen de soutenir la thèse de la persécution politique" a soutenu l'académicien.

La justice bolivienne a refusé un nouveau recours en appel de l'ex-présidente de facto Áñez qui cherchait un changement de juridiction du procès pour

le coup d'État de 2019.

Le 13 mars, la police bolivienne a arrêté Áñez et quatre de ses collaborateurs, dont deux anciens ministres, après que le parquet du pays eut demandé son arrestation. L'ex-présidente de facto est actuellement détenue au Centre d'orientation féminine d'Obrajes.

En 11 mois, le gouvernement de facto d'Áñez s'est rendu coupable d'au moins 24 cas de corruption et d'irrégularités, comme l'achat irrégulier de produits respiratoires et de gaz lacrymogènes, la vente de charges, les encaissements illégaux et les irrégularités dans les compagnies YPFB, Entel, Ende et la DGAC, entre autres.

Juan José Jáuregui, député du Mouvement vers le Socialisme (MAS), a averti que l'ex-présidente de facto tentait de s'enfuir pour se réfugier dans une ambassade.

Source : HispanTV Nouvelles

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256035-bolivie-les-medias-occidentaux-cherchent-a-presenter-anez-comme-une-victime>



Radio Habana Cuba